



Commentaire

MARIE PARVEX
JOURNALISTE



POURQUOI NE PAS AIDER VRAIMENT TOUT LE MONDE?

Esther Waeber-Kalbermatten s'occupe des personnes qui vivent en dessous du minimum vital. Christophe Darbellay prend soin des entreprises. Corinne, Yago, Jimmy et les autres ne sont ni d'un monde ni de l'autre. Ils savent subvenir à leurs besoins, vivent avec peu, ne veulent pas être à la charge de l'Etat et... n'ont aucun poids économique. Mais ils sont nombreux. Caritas estime que les pauvres ou les personnes juste au-dessus du seuil de pauvreté représentent un million de personnes en Suisse. Une personne sur huit. Le confinement les a crucifiés et pour certains d'entre eux, tôt ou tard, condamnés à demander des aides publiques. Avec tout le contrôle auquel il faut se soumettre pour s'assurer que vous êtes assez dans la misère pour mériter cette aide. Mériter. Voilà le mot clé. Mais comment mériter sa nourriture quand il nous est interdit de travailler?

L'ouragan Covid rend nos valeurs caduques, momentanément du moins. Alors pourquoi ne pas envisager des outils économiques qui n'aient pas la forme stigmatisante des aides sociales et qui

soient conçus par les autorités comme un investissement pour le futur? Un investissement qui encourage l'esprit d'entreprise et d'indépendance de nos témoins, évite l'engrenage des poursuites et favorise la consommation.

dent pas aux critères fixés. Chaque citoyen reçoit un montant fixe mensuel sans aucune condition, au moins le temps de l'urgence.

Christophe Darbellay n'adhère pas. Il s'appuie pour cela sur le

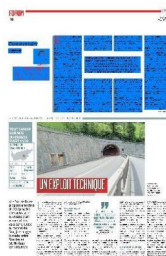
L'OURAGAN COVID REND NOS VALEURS CADUQUES, MOMENTANÉMENT DU MOINS. ALORS POURQUOI NE PAS ENVISAGER DES OUTILS ÉCONOMIQUES QUI N'AIENT PAS LA FORME STIGMATISANTE DES AIDES SOCIALES ET QUI SOIENT CONÇUS PAR LES AUTORITÉS COMME UN INVESTISSEMENT POUR LE FUTUR?

Cet outil est bien connu des économistes et défendu par plusieurs d'entre eux. Il s'appelle le revenu de base individuel ou universel, selon les pays, et fait de nouveau débat dans tous les pays européens depuis la crise du Covid. Il sera même mis en place pour les plus pauvres en Espagne.

Plus besoin de courir d'un bureau à l'autre, de remplir des dossiers, de contrôler la situation des gens, de s'arracher les cheveux pour ceux qui ne correspon-

dent pas aux critères fixés. Chaque citoyen reçoit un montant fixe mensuel sans aucune condition, au moins le temps de l'urgence.

refus récent de cette idée dans les urnes (avant la crise du Covid) et sur une sorte de mantra largement répété – mais jamais ni argumenté ni chiffré – que le système social suisse fonctionne bien. Tout dépend bien sûr de ce que l'on appelle «bien». Si l'on veut dire «c'est toujours mieux en comparaison européenne», sans doute oui. Mais si l'on veut dire «faire en sorte que les aides atteignent toutes les personnes qui y ont droit facilement, rapidement



et dans les meilleures conditions psychologiques possible», alors, au vu des témoignages récoltés, sans doute non. Le Valais est le canton romand avec le taux d'aide sociale le plus bas: 1,8% contre 3,2% en moyenne suisse. Neuchâtel affiche plus de 7,2% de personnes à l'aide sociale. Ce n'est pas parce que le Valais a moins de pauvres, mais parce que le contrôle social et la stigmatisation sont plus forts ici qu'ailleurs, comme le révèle une étude de l'Office fédéral de la statistique.

L'Etat ne peut pas soutenir ceux qui n'en font pas la demande, dit-on. Eh bien justement, dans le contexte valaisan, cela pourrait être judicieux. C'est d'ailleurs ce que font certaines communes, dans une version timide et symbolique, en distribuant à tous leurs citoyens des bons de quelques centaines de francs à dépenser dans les commerces de la région.

Mais alors, quelle serait la différence d'augmenter ce soutien pour aider rapidement TOUS les «working poor»? Elle est sans doute dans le franchissement d'un cap et la libération d'un tabou.